AUX RETARDATAIRES

Nos abonnés qui ont reçu leurs comptes sont priés de se mettre en règle au plus tôt avec l'administration. A partir du 15 courant nous supprimerons l'envoi du journal aux abonnés retardataires, et nous donnerons leur compte à un avocat pour perception immédiate.

L'ADMINISTRATION.

SAMEDI, 9 MARS 1889

La Chambre des Communes a adopté, hier, divers bills du gouvernement et un assez grand nombre de bills privés

Elle a continué ensuite la discussion du budget et entendu successivement MM. Armstrong, Porter et McMullen. La discussion a ensuite été ajournée.

La réplique de l'honorable M. Taillon à l'annonce faite par l'*Electeur* d'un scandale de $100,000 n'a pas tardé à se produire. Avant-hier, M. Taillon a proposé à la Chambre de Québec, la nomination d'une commission d'enquête composée de MM. L. O. David, Lafontaine, Lareau (libéraux), Chase Casgrain et Desjardins (conservateurs).

La motion a été adoptée.

On prétend qu'il en résultera de curieuses révélations qui pourraient ne pas être du goût de l'*Electeur*.

Le *Mail* est visiblement alarmé à la pensée de venir s'expliquer encore une fois devant un jury de Montréal. Il a commencé par se rétracter à demi en invoquant à titre de défense le dictionnaire Larousse.

Hier, il se fait adresser, de Québec, une dépêche dans laquelle il est dit qu'un membre éminent du parti conservateur regrette vivement que les Jésuites aient intenté au *Mail* une action en justice, parceque "il est à craindre que cela n'augmente la popularité de ce journal dans Ontario"

Le *Globe* répond au correspondant de l'*Empire* qui avait relevé ce considérant de la motion Hitt, "que les chambres de commerce des principales villes du Canada avaient adopté des résolutions en faveur de l'union commerciale."

L'organe libéral est obligé d'admettre que le fait est faux, mais il dit que le comité du Congrès a accepté de bonne foi ce considérant en le croyant vrai.

Nous sommes convaincu nous-même de la bonne foi du Congrès américain. Seulement le Congrès a été trompé, et c'est grand dommage qu'il soit si mal renseigné par les amis de M. Wiman.

Le *Mail* ne peut pas pardonner à M. Foster d'avoir décidé qu'il n'y aurait pas cette année de remaniements au tarif Il dit qu'en constatant l'impossibilité où il est de donner satisfaction aux industriels, le gouvernement avoue par là que la politique nationale est à bout.

On serait curieux de savoir en quoi le fait d'avoir accordé une protection raisonnable et de refuser ensuite une protection exagérée, peut être la preuve que la politique nationale soit à bout Mais la conclusion inévitable du *Mail* : que la seule ressource de l'heure présente consiste dans l'adoption de la réciprocité illimitée est encore plus curieuse comme illogisme.

Etant donné que certains industriels réclament un surcroit de protection, parce qu'ils soutiennent à tort ou à raison qu'ils sont incapables de lutter contre la concurrence des Etats-Unis, en quoi, s'il vous plait, la suppression complète des droits de douane avec ces mêmes Etats-Unis, peut-elle être dans la pensée du *Mail* une ressource de nature à leur donner satisfaction.

M. Charlton, le député des Etats-Unis à la chambre des communes, a eu avant hier, dans son discours, un mot à retenir.

Ayant à expliquer comment MM. Hitt et Butterworth, qui sont d'ardents protectionnistes, pouvaient être en même temps partisans de la réciprocité, M. Charlton a déclaré qu'en cette circonstance MM. Hitt et Butterworth, ne considéraient pas l'intérêt des seuls Etats-Unis, mais l'*intérêt de toute* LA RÉPUBLIQUE ANGLO SAXONNE dans l'Amérique du Nord.

Voilà la république anglo-saxonne officiellement proclamée.....par M. Charlton. Aux yeux de ce député extraordinaire l'annexion est déjà une chose faite.

La *Justice* publie un curieux renseignement, qui a l'air plus vraisemblable que tous les autres sur l'origine des ressources pécuniaires dont dispose le général Boulanger.

Un français très sérieux, qui a passé plusieurs mois à Londres à l'occasion des conférences sur le régime douanier des sucres, affirme avoir été plusieurs fois consulté par les anglais sur l'avenir probable de l'emprunt Boulanger. Ils ajoutaient que les titres de cet emprunt étaient fort répandus en Angleterre, où l'on avait été séduit par la prime promise au remboursement.

Les souscripteurs doivent en effet recevoir cinq fois le capital versé, 5,000 livres sterling pour 1,000 livres, lorsque le général Boulanger arrivera au pouvoir L'échéance est seulement quelque peu incertaine, mais pour ceux qui ont la foi, l'opération paraît des plus brillantes.

M. G. W. Stephens, a fait ses débuts au conseil municipal de Montréal en essayant de donner une leçon à ses collègues canadiens français, et d'insinuer que lui, G W Stephens, était entré au conseil pour y représenter des traditions d'honneur et de probité

Il s'est fait remettre vertement à sa place par l'échevin Préfontaine, M. P. et son intervention a eu pour effet immédiat de rétablir dans la majorité canadienne française l'union compromise depuis trois ans par les dissentiments politiques.

UN BON DISCOURS

Il est fâcheux que le discours de M. Peter White sur le budget ait été prononcé, avant-hier, à une heure aussi tardive, et lorsque l'attention de la Chambre était déjà fatiguée, car ce discours est tout à fait remarquable. Il a le mérite d'être bref, clair et concluant, et il contient la meilleure réfutation qui ait été faite, dans la discussion actuelle, des sophismes de l'opposition.

Chacun connait de longue date la ritournelle budgétaire de Sir Richard Cartwright. La Confédération a été un immense échec.—La politique du gouvernement a été désastreuse.—Le Canada est un pays ruiné.—La population n'augmente pas.—Nos concitoyens émigrent et les immigrants qui nous arrivent ne restent pas chez nous.—Le mouvement du commerce diminu au lieu d'augmenter.—La politique nationale a été un suicide.—L'agriculture est en si triste état que la valeur des terres baisse dans Ontario.—Le peuple surchargé d'impôts est réduit à la misère par la rapacité du fisc, etc, etc. Telles sont, en résumé, les lamentations du moderne Jérémie ; lamentations auxquelles nous commençons à être si bien habitués que personne n'y prend plus garde, et qui offrent un caractère de contre vérité si évident que nous avons quelquefois le tort de ne pas nous donner la peine d'y répondre.

Mais ce qu'on n'avait pas assez remarqué jusqu'ici, c'est le caractère illogique et passablement burlesque que revêtent ces lamentations du vieux temps, lorsque l'opposition les reproduit sans y rien changer en y ajoutant son nouveau refrain : "Allons aux Etats-Unis." L'hon. Ch. Tupper avait ridiculisé ce qu'il y a de contradictoire dans l'énonciation de la maladie dont les libéraux déclarent que nous sommes atteints, et dans le remède tout à fait impropre qu'ils nous proposent. M. Peter White, serrant la discussion de plus près, a démontré par des chiffres et par des faits que ce refrain : "Allons aux Etats-Unis," ne répond à rien, et que cette glorification de la république, notre voisine, contient, contre l'intention de ses auteurs, la preuve de l'inanité des lamentations dans lesquelles ils se répandent en même temps à propos de notre pays.

Sir Richard Cartwright se plaint que le mouvement du commerce soit de $201,000,000 en 1888 après avoir été de $217,000,000 en 1873. (On ne voit pas pourquoi il se tient à ce terme de comparaison de l'année 1873 au lieu de prendre l'année 1878, qui marque le résultat de l'administration libérale et dans laquelle le mouvement du commerce était tombé à $153,000,000.) Mais si on tourne les yeux du côté des Etats-Unis, on remarque que de 1881 à 1887 le mouvement du commerce y a subi les mêmes oscillations que chez nous. En 1880, il s'est élevé à 1 503 millions, pour tomber en 1882 à 1,475 millions. En 1883, il se relève à 1,545 millions, pour retomber graduellement en 1884 à 1,408 millions, en 1885 à 1,319 millions, en 1886 à 1,314 millions. Les Etats-Unis ne se sont pas déclarés ruinés pour tout cela ; et en quoi serions nous sauvés par le simple fait de nous associer à un peuple qui a subi l'action des mêmes lois économiques que nous

Sir Richard Cartwright proteste avec amertume contre l'exagération des dépenses ; mais l'étude du budget américain démontre que la plupart des chapitres similaires comportent, par tête d'habitant aux Etats-Unis, une dépense supérieure à celle que nous faisons nous-mêmes.

Il soutient obstinément que la valeur des terres a baissé dans Ontario et rien n'est moins prouvé. Mais cela le fut-il, la statistique des Etats Unis démontre, de son côté, qu'entre 1870 et 1880 le prix des fermes s'est abaissé de $39.32 à $35 42 par acre, tandis que la moyenne dans Ontario est au moins de $59.61.

D'après Sir Richard Cartwright le tarif nous ruine, mais le tarif des Etats Unis, qui est plus élevé, comporte une charge plus lourde par tête d'habitant.

Nous sommes, dit-on, écrasés d'impôts, mais la taxe fédérale et les taxes locales réunies ne représentent pas plus de $10,68 par tête, tandis que les mêmes taxes représentent dans l'Ohio $13,60, dans le Michigan $10,87, et dans l'ensemble des Etats-Unis une moyenne de $11,62 par tête.

Que conclure de là ? C'est d'abord qu'aucune des prétendues preuves de notre misère n'est fondée. C'est ensuite que ni la réciprocité ni l'annexion aux Etats-Unis, ne seraient de nature à modifier en quoique ce soit les prétendus griefs de l'opposition libérale contre notre pays.

Soyons annexés demain, et Sir Richard Cartwright pourra, si le cœur lui en dit, recommencer l'an prochain, à la chambre des représentants de Washington, le discours qu'il nous débite depuis dix ans à Ottawa. A la seule condition de changer les chiffres, les arguments qu'il invoque pour nous démontrer la ruine du Canada, lui permettront de démontrer, avec la même logique que les Etats-Unis sont un pays ruiné.

M. Peter White a fait ressortir d'une façon convaincante cette réduction à l'absurde. C'est une tâche qui était à remplir, et dont il faut le remercier.

Que diront les gens qui crient si fort chez nous contre les *combines*, et qui attribuent tout le mal à la politique nationale, en apprenant l'existence du gigantesque *combine* qui s'est formé en France et en Angleterre sur les métaux ?

Ce syndicat a tout simplement pris pour programme (et il l'a mis à exécution) d'acheter tous les métaux extraits des mines du monde entier, et d'imposer à toute l'Europe des prix arbitrairement fixés, sans tenir compte des frais de revient et de la productivité des mines.

Pendant longtemps il a réussi, et malgré la crise présente il n'est pas encore à terre. On ne voit pas que le régime du libre échange ait préservé l'Angleterre de cette formidable coalition.

L'*Empire* annonce que M. Mowat se propose de faire des élections provinciales dans le cours de l'été. Il donnerait comme raison l'augmentation de l'électorat par suite de la nouvelle loi concernant le suffrage

S'il faut en croire une dépêche reçue par le gouvernement de Washington, la situation serait très grave en Chine. La population surexcitée par une crise économique intense et par une misère affreuse, serait prête à se soulever dans la plupart des provinces ; et elle accuserait surtout les Américains et les Anglais d'être les auteurs de la crise parce qu'ils se sont opposés à l'immigration des Chinois aux Etats-Unis et en Australie.

L'énorme densité de la population fait que les crises ne sont pas rares en Chine, quoique le peuple Chinois soit en général un peuple à l'aise et heureux.

Mais nous avons peine à comprendre comment l'émigration de quelques milliers de Chinois de plus ou de moins, pourrait influer sur la misère d'une population qu'on évalue à 250,000,000 d'habitants Il est probable qu'on cherche à monter le coup aux Américains et aux Anglais dans l'espoir que la crainte d'un conflit avec la Chine les amènerait à se départir de leurs rigueurs contre l'immigration chinoise.

LETTRE DE WASHINGTON

(*De notre correspondant special.*)

Washington, 7 mars.

Je vous ai déjà écrit que les annexionnistes du Canada se trompent du tout au tout, sur les sentiments qu'on nourrit, de notre côté des lignes, à l'égard de l'annexion.

Quelques-uns de vos concitoyens sont convaincus, me dit-on, que le peuple des Etats-Unis soupire après la possession du Canada et qu'il fera tout au monde pour s'emparer de votre pays.

C'est une erreur capitale. Il n'y a pas de peuple moins annexionniste que le nôtre ; et surtout l'idée d'une annexion forcée soulèverait parmi nous un véritable *tollé*.

Il y a deux ans, je crois personne ne songeait même à l'annexion. Depuis cette époque, et par suite des menées des libéraux canadiens, il faut distinguer entre l'opinion générale du pays et l'opinion de quelques politiciens.

Les politiciens sont chez nous une race à part, faisant du capital avec toutes les questions qui se présentent. On leur a dit que le Canada était divisé en deux partis ; que le parti conservateur était usé par dix ans de pouvoir, et que le parti libéral était annexionniste. Il leur a donc fallu faire entrer dans les futurs contingents l'idée qu'il pourrait venir, de votre pays, à une heure donnée, une proposition d'annexion. Certains d'entre eux en ont supputé les avantages, soit pour les Etats-Unis, soit pour eux-mêmes ou pour leur parti. Plusieurs sénateurs et quelques députés sont devenus favorables à cette annexion, les uns parcequ'en effet ils la trouvent bonne ; le autres parcequ'ils croient qu'elle est dans les choses possibles et qu'ils espèrent en tirer profit en se mettant à la tête du mouvement.

Nous avons, au Sénat, parmi les annexionnistes, M Hoar et M. Blair. M. Sherman, le président du comité des affaires étrangères, favorisait, lui aussi, l'annexion, l'année dernière ; mais depuis cette époque, il paraît avoir changé d'avis et se ralliera plutôt à l'idée d'une entente sur la base de la réciprocité.

Si l'annexion du Canada devait provoquer en sa faveur un mouvement populaire, nul doute que les politiciens du parti républicain ne s'en emparassent ; et vous trouverez toujours parmi les faiseurs d'affaires des hommes prêts à risquer quelques milliers de piastres sur cet enjeu. Mais le point délicat est précisément que notre peuple ne souhaite pas du tout l'annexion, et que par conséquent on ne voit point de quoi cette question aucun mouvement d'opinion dont les politiciens peuvent tirer parti. C'est pourquoi ceux-là même qui y sont personnellement favorables se montrent tièdes et peu empressés.

Qu'arriverait-il si, à la suite d'élections générales, le parlement du Canada déclarait aux Etats-Unis qu'il désire s'annexer avec nous ? Je crois que la proposition ne soulèverait pas, chez nous, beaucoup d'enthousiasme et que vous auriez tort de vous attendre à ce qu'on vous fit un pont d'or pour vous acheter. J'incline même à penser que le principe fut-il admis, les négociations auxquelles donneraient lieu la reprise de votre dette et les prétentions de vos provinces risqueraient encore de se terminer par un avortement. Sous cette réserve, la majorité des chances est qu'une demande d'annexion formulée par le Canada ne serait pas repoussée de prime-abord.

Le Canada est un complément géographique qui n'est pas à dédaigner, et il y a parmi nous, un vieux levain anti-anglais qui serait remué par l'idée d'arracher ce fleuron à la couronne d'Angleterre.

Maintenant, êtes vous prêts à faire cette proposition ? La question vaut la peine d'être posée, car on n'ira pas vous chercher. A ne compter que les libéraux du Canada, ces derniers sont-ils eux-mêmes tous d'accord pour aller jusqu'à l'annexion ? On me dit que le fait est douteux, au moins dans les provinces anglaises ; et que dans Ontario notamment, le jour où la question de l'annexion serait officiellement posée, il y aurait une scission du parti libéral qui le couperait en deux fractions à peu près égales.

Jusqu'ici toutes les démarches que nous avons connues à Washington sont parties de Montréal. M. Erastus Wiman s'est entendu en 1887 avec les Canadiens français avant de s'aboucher avec les libéraux anglais ; et si les indices que nous avons autour de nous ne me trompent pas, c'est surtout dans la province de Quebec que le travail se fait, et qu'un succès du parti libéral pourrait amener, à un moment donné, une explosion annexionniste.

Si, je soulève cette hypothèse qui paraît hors de mon domaine et dont vous êtes meilleurs juges que moi, c'est que, dans le cas où un mouvement annexionniste prendrait son origine à Québec, il y aurait là une source de mécomptes extrêmement graves sur laquelle je tiens à appeler votre attention.

Je vous ai dit qu'à mon avis une demande d'annexion formulée par le Canada ne serait pas repoussée. Mais ceci n'est vrai qu'à l'égard de l'annexion des provinces anglaises. Le jour où la question se poserait devant le peuple, et toutes les questions se traduiraient chez nous devant cet arbitre souverain, je crois fermement qu'en acceptant l'annexion le peuple des Etats-Unis exigerait comme condition première que la province de Québec fût laissée à part. Consultez qui vous voudrez parmi les hommes importants, on vous dira que les Etats-Unis n'accepteront jamais l'idée de compter dans leur sein un état de race française et de religion presqu'exclusivement catholique.

En dépit de notre large hospitalité nous sommes un peuple autonomiste. La République Américaine est pour nous une grande patrie dont tout San Kee est fier ; elle n'est pas une juxtaposition de peuples différents. Nous accueillons tous les étrangers à bras ouverts (et encore se fait il depuis quelques années un singulier revirement d'opinion à ce sujet) parceque l'expérience nous a montré que tout étranger transporté aux Etats Unis s'absorbait en un petit nombre d'années dans la nationalité commune. Mais nous ne pourrions pas concevoir la même espérance, à l'égard d'une province déjà ancienne, habitée par une vieille race, alors surtout que cette race est particulièrement jalouse de sa langue, de ses traditions et de son culte, et que le désir de se rendre indépendante des anglo-saxons du Canada serait sa principale raison de venir à nous.

Si vous avez besoin d'être édifié sur l'aversion des Etats-Unis pour tout ce qui n'est pas anglo saxon, consultez leur histoire, et reportez-vous simplement à un incident de date toute récente. Nous aurions pu annexer le Nicaragua ; nous aurions eu de bonnes raisons pour cela ; nous n'avons jamais songé à le faire.

A diverses reprises, l'annexion du Mexique n'eut pas été impossible ; personne ne l'a proposée, et le peuple du Mexique n'aurait pas toléré qu'on le proposât. Les Etats-Unis n'ont jamais fait qu'une seule annexion : le Nouveau Mexique. Ils l'ont faite à contre-cœur et parce-qu'ils étaient obligés de le faire pour supprimer une enclave qui compromettait la sécurité du pays.

Mais depuis trente ans que le Nouveau Mexique nous appartient, il est resté en territoire, administré à l'état de pays conquis, quoiqu'il réunit une population plus que suffisante pour être érigé en Etat. D'autres Etats qui n'avaient ni la même étendue ni la même population, quelques-uns mêmes dont l'érection était irrégulière et constituait un coup de parti, ont été reconnus depuis cette époque. Un nouveau bill vient d'en admettre quatre, le Dakota-Nord, le Dakota-Sud, le Montana et le Washington, qui portent désormais à quarante le nombre des Etats de l'Union.

Savez-vous l'histoire de ce bill ? Le projet primitif comprenait le Nouveau Mexique et prévoyait par conséquent la reconnaissance de cinq états. Mais dans le congrès on s'est heurté à une opposition telle qu'il a fallu s'avouer que jamais la reconnaissance du Nouveau-Mexique n'obtiendrait la majorité ; et on a supprimé son nom dans le bill définitif parceque sans cela il eut été impossible de le faire passer.

Et la raison de cette opposition ? Il n'y en a qu'une seule ; c'est que le Nouveau-Mexique est habité par un race espagnole et catholique, et que le congrès n'a pas voulu d'un état qui aurait fait tache au sein de la race anglo-saxonne.

S'il en a été ainsi du Nouveau Mexique où les indigènes comptent à peine, et où ils pourraient être noyés demain, par un flot d'émigration anglo-saxonne, jugez par là quelle explosion provoquerait la simple idée d'un état de Québec, français, catholique, et posant pour première condition le maintien de sa langue.

Dans l'hypothèse de l'annexion du Canada, et il faut bien l'envisager, car il faut admettre que tout est possible dans notre siècle, la province de Québec serait pour nous la grosse pierre d'achoppement.

Non-seulement on ne lui tendra pas les bras, comme quelques politiciens de votre pays se le figurent ; mais sauf à lui imposer une mutilation justifiée par la nécessité d'assurer au moins la possession d'une des rives du St. Laurent, soyez convaincu que les Etats-Unis tiendraient à laisser cette province à l'état isolé et indépendant, à l'état de Nicaragua du Nord et à ne pas en prendre le fardeau.

Ces observations sont peut-être de nature à choquer beaucoup de préventions. Soyez convaincus qu'elles méritent une sérieuse considération ; et si elles peuvent jeter un peu d'eau froide sur des illusions dangereuses, mes renseignements auront peut-être rendu à vos concitoyens un service signalé.

A TRAVERS LES JOURNAUX

Le *Canadien*, le *Free Press* et divers autres journaux ridiculisent comme elle le mérite la motion de M. Mills, d'Annapolis, sur l'annexion de la Nouvelle Angleterre au Canada.

⁂

La *Minerve* dit que l'exposé budgétaire fait par l'honorable M. Foster, est remarquable par sa grande lucidité, et denote, chez le nouveau ministre des finances, un esprit clair, méthodique, dont le style se ressent tout comme les calculs. Il donne une idée nette, exacte, des affaires du gouvernement fédéral.

⁂

La *Presse* publie toute une analyse littéraire et économique du discours de M. Foster. Elle dit que le talentdu nouveau ministre diffère de celui de sir Charles Tupper. M. Foster, ajoute-t-elle, est un ancien professeur d'université et on retrouve en lui, dans son exposé, l'orateur clair, sobre, méthodique, habitué à diviser les questions et à les traiter sans exagération et sans emphase Ce style de conférence est parfaitement approprié à un exposé budgétaire. Il instruit avec simplicité et il commande l'attention par la logique et par la bonne ordonnance du discours.

⁂

Le *Star* dit que le gouvernement fait face à l'opposition avec une vigueur sans pareille cette année.

La réponse de sir John à M. Laurier, l'autre jour, sur la question des pêcheries, a montré que le vieux chef n'avait rien perdu de l'ardeur de sa jeunesse.

Tout le monde s'accorde à déclarer que le discours prononcé par sir John Thompson sur la dernière motion à trois faces de M. Laurier, est un des meilleurs et des plus solides que la chambre ait entendus depuis longtemps, et M. Foster reçoit de toutes parts des félicitations sur son exposé budgétaire.

⁂

Le *Wor'd* remarque que la Fédération Impériale a fait beaucoup plus de progrès dans les esprits que l'Union commerciale.

Ce que c'est que de voir les choses avec des lunettes spéciales. Ne fait de progrès obtenu par la Fédération Impériale nous n'avions remarqué que le triple désaveu de trois fédéralistes de la première heure, mais qui en valent beaucoup d'autres ; sir John A Macdonald sir Chs Tupper et M. Blake.

⁂

L'*Empire* publie un article remarquable à l'encontre du paradoxe formulé par sir Richard Cartwright, d'après lequel les droits de douanes pèseraient plus lourdement sur la classe pauvre que sur la classe riche.

Sir Richard Cartwright s'était basé sur ce que certains objets de nécessité première, tels que les vêtements paient un droit spécifique pesant du même poids sur les vêtements bon marché et sur les vêtements riches.

Il en est ainsi dans toute répartition d'impôt ; certains impôts ont un caractère de capitation ; mais c'est l'ensemble qu'il faut considérer et non tel ou tel détail. Or il est évident que dans l'ensemble, les les droits de douane pèsent surtout sur les objets de luxe.

Sur la question même des vêtements, l'existence du droit spécifique est sans intérêt pour la classe pauvre car la classe pauvre ne se sert pas de vêtements importés.

Attendez, attendez; samedi matin la grande vente de Larose & Cie commencera.

Quelque Chose

DE MERVEILLEUX!

Nous avons en magasin environ 300 différents patrons de nouveaux gilets courts pour dames. Ce sont tous des échantillons pour le commerce du printemps. Les dames peuvent à coup sur en choisir un et avoir la dernière mode.

Les ayant achetés à la moitié des prix réguliers, vu que ce sont des échantillons, ce qui ne diminue pas leur valeur, nous pouvons les vendre à des prix ridiculement bas.

N. B. — Premiers arrivés premiers servis. (Nous ne pouvons faire autrement.)

CHEAPSIDE

Colonie de Terreneuve

AUX

ENTREPRENEURS DE CHEMIN DE FER

Le Gouvernement de Terreneuve sollicite des soumissions pour la construction et la mise en opération d'une ligne de chemin de fer dans la colonie d'environ 250 milles de long, les dites soumissions devant être adressées au Secrétaire Colonial, St. Jean Terreneuve, qui les recevra jusqu'au 15 ème jour de mars, 1889.

Toutes autres informations et particularités de même que les conditions du dit contrat peuvent être obtenues sur application faite à M O'Connor and Hogg, Procureur, Ottawa Ont,

Pritchard & Andrews

Si vous voulez faire Reparer vos Balances —ou— INSPECTER vos POIDS Allez chez le soussigné.

Etampes en Caoutchouc, Sceaux, Etampes pour dates et pour étiquettes. Chèques et Billets en cuivre et en acier, Presses à Sceaux et Mémorials. Outillage pour Relieurs, Rouleaux, etc. Etampes en acier.

PRITCHARD ET ANDREWS

GRAVEURS EN GENERAL

—No. 175 RUE SPARKS—

POUR VOTRE

PHOTOGRAPHIE

—ALLEZ AU—

STUDIO

—DE—

NAPOLEON BELANGER

140.——RUE SPARKS——140

OTTAWA.

Il sera heureux d'y recevoir ses amis et le public en général.

Visiteurs toujours bienvenus !

Satisfaction garantie !

Prix modérés

Ne craint pas la concurrence

AVIS AUX

AMATEURS DE SPORT

Nous avons actuellement un assortiment complet d'armes à feu, appareils de pêche, articles de sport, etc., etc.

Envoyez votre adresse, nous vous enverrons notre catalogue illustré et nos listes de prix.

J. D. HUNTON & CIE

334 Rue Wellington 334

N. B.—Peintures de toutes couleurs, prêtes à poser.

LE SOUSSIGNÉ a ouvert un nouveau magasin de Nouveautés et de Tailleur au numéro 88½, rue Lyon et est préparé à vendre à bien bon marché et à donner satisfaction à tous.

WM. B. BRADLEY,

88½ rue Lyon.

—POUR LA—

Figure, les Mains, la Peau et le Teint en general

Crême de Miel et d'Amende de Hinds, Gelée de Concombres et des Roses de Moloderma.

Un assortiment complet et nouveau des articles de toilette ci-dessus venant d'être reçu.

R. A. McCORMICK

CHIMISTE ET DROGUISTE

75-RUE SPARKS-75

Prescription pour médecins et familles préparées avec soin

Communication téléphonique 1-2-83

CARTES PROFESSIONNELLES

M. J. GORMAN, LL.B.,

(Successeur de L. A. Olivier)

Avocat Solliciteur, Notaire, Etc.

—BUREAU—

Coin des Rues Rideau et Sussex

OTTAWA, ONT.

ARGENT A PRETER

BELCOURT & MACCRAKEN

Avocats, Procureurs, Notaires, Etc.

ONTARIO ET QUEBEC

Scottish Ontario Chambers, Ottawa, Ont.

O'GARA & REMON

AVOCATS SOLLICITEURS, NOTAIRES, ETC.

Bloc Hay, rue Sparks, Ottawa, Ont.

PRES DE L'HOTEL RUSSELL

MARTIN O'GARA, C. R. E. P. REMON.

Walker, McLean & Blanchet

AVOCATS

Avoués, Solliciteurs, Agents Parlementaires, Notaires, etc, etc.

No. 34½ Rue Elgin, Ottawa

(EN FACE DU RUSSELL)

W.H. Walker. D. L. McLean. C.A. Blanchet

GEO. McLAURIN, L.L.B

AVOCAT, ETC.

Bureau: 19 rue Elgin, Ottawa

J. P. FISHER

Avocat, Solliciteur, Etc.

Agent pour la Cour Suprême, le Parlement et les Départements Publics.

Scottish Ontario Chambers, Ottawa, O.

M. McLEOD, C. R., Avocat, Cours Fédérales et de Québec, 138 rue Wellington, Ottawa

TAYLOR McVETY

AVOCAT, SOLLICITEUR, ETC.

— BUREAU : —

Scottish Ontario Chambers, Ottawa,

STEWART, CHRYSLER & GODFREY

AVOCATS, SOLLICITEURS

Agents pour la Cour Suprême et le Parlement

Chambres Union, 14 rue Metcalfe, Ottawa, Ont

McLEOD STEWART F. H. CHRYSLER

J. J. GODFREY.

VALIN & CODE

Avocats, Solliciteurs, Etc.

BLOC EGAN, RUE SPARKS

vis-à-vis l'Hôtel Russell.

Bradley & Snow

AVOCATS, SOLLICITEURS POUR LA COUR SUPREME, NOTAIRES, ETC.

R. A. BRADLEY. A. T. SNOW.

Argent à prêter à 6 p. c. avec privilège de rembourser en aucun temps.

GUNDRY & POWELL

Avocats, Solliciteurs, Etc.

AGENTS POUR LA COUR SUPRÊME ET LES DEPARTEMENTS.

Bureau: 25 rue Sparks, en face de l'Hotel Russel

Arthur W. Gundry, F. C. Powell.

DENTISTERIE

ELEGANTS ATELIERS DE DENTISTE A HULL

Rien d'égal même à Ottawa

Le Dr B S Stackhouse, dentiste, diplomé du collège de Howard, Boston, licencié pour la Province de Québec, vient d'ouvrir d'élégants ateliers de dentiste sur la rue Principale, a Hull, en face du bureau de Poste, où il se tiendra continuellement

F. F. LEMIEUX

Avocat, Solliciteur, etc, Agent pour la Cour Suprême, le Parlement et les Départements publics.

Bureau : 74½ Rue Sparks, Ottawa.

DR FISSIAULT

—DENTISTE—

COIN des RUES RIDEAU et SUSSEX

—OTTAWA—

Heures de bureau : de 9 à 5 heures.

Mme LETCH, 435 rue Wellington

Agence pour la vente des corsets fins Star Yatisi et autres genres.

Linge de corps confectionné sur commande

MLLE COLLINS A toujours en mains un assortiment complet d'articles de mode à très bas prix, 310 rue Wellington, Ottawa

ACHETEZ VOTRE PAIN, TARTES, PAIN DE VIANNE, à la Boulangerie Union, D. LEIS, propriétaire. Pain à 9 cents.

216—RUE DALHOUSIE—216

JOHN KERRIGAN

PLOMBIER SANITAIRE

Spécialement recommandé pour le posage des appareils de chauffage.

No 106 Rue LYON, OTTAWA

J. STEWART

Arpenteur provincial et ingénieur civil, bureau au dessus de la pharmacie MacCarthy, 284 rue WELLINGTON, Ottawa.

WALKER McLEAN & BLANCHET

AVOCATS

Solliciteurs, Procureurs, Agents Parlementaires, Notaires, Etc., Etc.

No. 34½ RUE ELGIN, OTTAWA.

(Devant le Russell).

NOUVELLE INVENTION

Pas de Mal de Dos

Facile à Manier

7 cordes et ¾ de hêtre ont été sciées par un homme, en 9 heures de temps. Des centaines de personnes ont scié de 5 à 6 cordes chaque jour. C'est "exactement" ce dont chaque fermier et bûcheron a besoin. Le premier ordre dans votre voisinage vous assurera l'agence. Pas de droit à payer, nous fabriquons dans le Canada. Ecrivez pour avoir le Catalogue Illustré, envoyé GRATIS à tous.

Address FOLDING SAWING MACHINE CO., 368 to 372 S. Canal St., Chicago, Ill.